

Les traitements octroyés aux membres du personnel nommés à titre définitif de l'Institut avant l'entrée en vigueur du présent article sont soumis aux dispositions du Titre V de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.”.

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 22 mars 1995
instaurant des médiateurs fédéraux*

Art. 5. L'article 20 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, modifié par la loi du 11 février 2004, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Les mandats de directeur, d'administrateur, et d'auditeur coordonnateur prévus par le statut du personnel des médiateurs fédéraux et désignés sur la base de l'article 19 sont assimilés à une nomination à titre définitif en termes de pension. Ils ou leurs ayants droit bénéficient d'une pension de retraite ou de survie à charge du Trésor public conformément au régime de pension applicable aux fonctionnaires de l'État.”.

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 6. La présente loi produit ses effets le 1^{er} avril 1999, à l'exception :

- 1° de l'article 2, qui produit ses effets le 9 janvier 2017 ;
- 2° des articles 3 et 4, qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
J. JAMBON

Scellé du sceau de l'État :

La Ministre de la Justice,

A. VERLINDEN

—————
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. - 56-459/6
Compte rendu intégral : 4 juillet 2025

De wedden die aan de vast benoemde personeelsleden van het Instituut werden toegekend voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit artikel zijn onderworpen aan de bepalingen van Titel V van de wet 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 22 maart 1995
tot instelling van de federale ombudsmannen*

Art. 5. Artikel 20 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van de federale ombudsmannen, gewijzigd bij de wet van 11 februari 2004, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De mandaten van directeur, administrateur en auditeur-coördinator zoals voorzien in het statuut van het personeel van de federale ombudsmannen en aangeduid op basis van artikel 19 worden inzake pensioen gelijkgesteld met een vaste benoeming. Zij of hun rechthebbenden genieten ten laste van de Staatskas een rust- of overlevingspensioen in de pensioenregeling van de Rijksambtenaren.”.

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 april 1999, met uitzondering van:

- 1° artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 9 januari 2017;
- 2° de artikelen 3 en 4, die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 juli 2025.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Pensioenen,
J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

A. VERLINDEN

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. - 56-459/6
Integraal Verslag: 4 juli 2025

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2025/005580]

18 JUILLET 2025. — Loi portant des mesures afin de réduire la surpopulation dans les prisons et introduisant l'impossibilité de principe d'exécuter la surveillance électronique au lieu où la victime réside (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — *Mesures afin de réduire la surpopulation dans les prisons*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du Code pénal*

Art. 2. L'article 7 du Code pénal, modifié en dernier lieu par la loi du 10 avril 2014, remplacé elle-même par la loi du 5 février 2016, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par les paragraphes 2 et 3, rédigés comme suit:

“§ 2. Lors du choix de la peine et de la détermination de son taux, le juge poursuit les objectifs suivants:

1° exprimer la désapprobation de la société à l'égard de la violation de la loi pénale;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2025/005580]

18 JULI 2025. — Wet houdende maatregelen met het oog op de vermindering van de overbevolking in de gevangenissen en tot invoering van de principiële onmogelijkheid om het elektronisch toezicht uit te voeren op de plaats waar het slachtoffer verblijft (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2 — *Maatregelen met het oog op de vermindering van de overbevolking in de gevangenissen*

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van het Strafwetboek*

Art. 2. Artikel 7 van het Strafwetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, zelf vervangen bij de wet van 5 februari 2016, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met de paragrafen 2 en 3, luidende:

“§ 2. Bij de keuze van de straf en het bepalen van de strafmaat, streeft de rechter de volgende doelen na:

1° het uiting geven aan de maatschappelijke afkeuring ten aanzien van de overtreding van de strafwet;

2° promouvoir la restauration de l'équilibre social et la réparation du dommage causé par l'infraction;

3° favoriser la réhabilitation et l'insertion sociale de l'auteur;

4° protéger la société.

Dans les limites fixées par la loi, le juge doit rechercher une juste proportionnalité entre l'infraction et la peine.

Avant de prononcer une peine, le juge doit prendre en compte ces objectifs mais aussi les effets secondaires indésirables de la peine pour les personnes directement concernées, leur entourage et la société.

§ 3. Pour des faits punissables d'un emprisonnement de six mois maximum et si le juge envisage d'imposer un emprisonnement effectif, celui-ci impose une peine de surveillance électronique, une peine de travail ou une peine de probation autonome, pour autant que soient remplies les conditions prévues aux articles 37ter, 37quinquies et 37octies.

Pour des faits punissables d'un emprisonnement de plus de six mois à trois ans et si le juge impose un emprisonnement effectif, il motive la raison pour laquelle la sanction ne peut être réalisée par une peine de surveillance électronique, une peine de travail ou une peine de probation autonome pour autant que soient remplies les conditions prévues aux articles 37ter, 37quinquies et 37octies."

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à l'inapplication partielle de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, à l'égard du condamné qui subit une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à trois ans ou moins*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

Art. 3. Dans l'article 109, alinéa 3, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, inséré par la loi du 31 juillet 2023, les mots "31 décembre 2025" sont remplacés par les mots "1^{er} juin 2030".

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 109/1 rédigé comme suit:

"Art. 109/1. Jusqu'au 1^{er} juin 2030, les articles 21, 22, 23, 24, 25, 25/1, 25/3, 26 et 26/1 du titre V, chapitres I^{er}, II et III, et les articles 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 45, 46, 59 et 60 ne s'appliquent pas à l'égard du condamné qui subit une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à trois ans ou moins, sauf à l'égard du:

— condamné qui subit une peine pour laquelle un avis spécialisé est requis conformément à l'article 32;

— condamné en ce qui concerne l'octroi de la réduction de la durée de l'interdiction, prononcée par le juge, du droit d'habiter, de résider ou de se tenir dans une zone déterminée désignée.

Après évaluation de la capacité carcérale disponible et extrapolation du flux de la population détenue entrante, le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, anticiper la date visée à l'alinéa 1^{er} à l'égard de tout ou partie des condamnés visés à l'alinéa 1^{er}."

Section 2. — Modification de la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins

Art. 5. Dans l'article 26, alinéa 3, de la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins, inséré par la loi du 31 juillet 2023, les mots "31 décembre 2025" sont remplacés par les mots "1^{er} juin 2030".

2° het bevorderen van het herstel van het maatschappelijk evenwicht en van het herstel van de door het misdrijf veroorzaakte schade;

3° het bevorderen van de maatschappelijke rehabilitatie en re-integratie van de dader;

4° het beschermen van de maatschappij.

Binnen de grenzen van de wet moet de rechter naar een rechtvaardige proportionaliteit tussen het misdrijf en de straf zoeken.

Alvorens een straf uit te spreken, moet de rechter deze doelstellingen in overweging nemen, maar ook de ongewenste neveneffecten van de straf ten aanzien van de rechtstreeks betrokken personen, hun omgeving en de samenleving.

§ 3. Voor feiten strafbaar met een maximale gevangenisstraf van zes maanden en indien de rechter overweegt om een effectieve gevangenisstraf op te leggen, legt hij een straf onder elektronisch toezicht, een werkstraf of een autonome probatiestraf op, indien voldaan is aan de voorwaarden bepaald door de artikelen 37ter, 37quinquies en 37octies.

Voor feiten strafbaar met een gevangenisstraf van meer dan zes maanden tot drie jaar en indien de rechter een effectieve gevangenisstraf oplegt, omkleedt hij met redenen waarom de bestraffing niet door een straf onder elektronisch toezicht, een werkstraf of een autonome probatiestraf kan worden bereikt indien voldaan is aan de voorwaarden bepaald door de artikelen 37ter, 37quinquies en 37octies."

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen houdende het gedeeltelijk buiten toepassing stellen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten ten aanzien van de veroordeelde die een of meer vrijheidsstraffen ondergaat waarvan het uitvoerbaar gedeelte drie jaar of minder bedraagt*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

Art. 3. In artikel 109, derde lid, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2023, worden de woorden "31 december 2025" vervangen door de woorden "1 juni 2030".

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 109/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 109/1. Tot 1 juni 2030 zijn de artikelen 21, 22, 23, 24, 25, 25/1, 25/3, 26 en 26/1 van titel V, hoofdstukken I, II en III, en de artikelen 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 45, 46, 59 en 60 niet van toepassing ten aanzien van de veroordeelde die een of meer vrijheidsstraffen ondergaat waarvan het uitvoerbaar gedeelte drie jaar of minder bedraagt, behoudens ten aanzien van:

— de veroordeelde die een straf ondergaat waarvoor overeenkomstig artikel 32 een gespecialiseerd advies vereist is;

— de veroordeelde voor wat betreft de toekenning van de vermindering van de duur van de door de rechter uitgesproken ontzetting van het recht in een bepaalde aangewezen zone te wonen, te verblijven of er zich te vertonen.

Na een evaluatie van de beschikbare penitentiaire capaciteit en de extrapolatie van de instroom van de gedetineerdenbevolking, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het eerste lid bedoelde datum ten aanzien van alle of een deel van de veroordeelden bedoeld in het eerste lid vervroegen."

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder

Art. 5. In artikel 26, derde lid, van de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten tot aanpassing van de procedure voor de strafuitvoeringsrechter voor de vrijheidsstraffen van drie jaar of minder, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2023, worden de woorden "31 december 2025" vervangen door de woorden "1 juni 2030".

Section 3. — Modification de la loi du 29 juin 2021 portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins

Art. 6. Dans l'article 17, alinéa 3, de la loi du 29 juin 2021 portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins, inséré par la loi du 31 juillet 2023, les mots "31 décembre 2025" sont remplacés par les mots "1^{er} juin 2030".

CHAPITRE 3. — Insertion de dispositions temporaires dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine afin de réduire la surpopulation dans les prisons

Art. 7. Dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, il est inséré un titre *XIIquater* intitulé "Dispositions temporaires".

Art. 8. Dans le titre *XIIquater*, inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé "De la procédure d'urgence juge de l'application des peines".

Art. 9. Dans le chapitre I^{er}, inséré par l'article 8, il est inséré une section I^{re} intitulée "Champ d'application".

Art. 10. Dans la section I^{re}, insérée par l'article 9, il est inséré un article 98/6 rédigé comme suit:

"Art. 98/6. Le présent chapitre s'applique au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie exécutoire est inférieure ou égale à trois ans, mais supérieure ou égale à six mois, à l'égard duquel les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas conformément à l'article 109/1.

Le juge de l'application des peines octroie au condamné visé à l'alinéa 1^{er} une détention limitée, une surveillance électronique, une libération conditionnelle, une mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou une mise en liberté provisoire en vue de la remise sous la forme et aux conditions précisées ci-après."

Art. 11. Dans le chapitre I^{er}, inséré par l'article 8, il est inséré une section II intitulée "Modalités d'exécution de la peine".

Art. 12. Dans la section II, insérée par l'article 11, il est inséré un article 98/7 rédigé comme suit:

"Art. 98/7. La détention limitée est un mode d'exécution de la peine privative de liberté qui permet au condamné de quitter, de manière régulière, l'établissement pénitentiaire pour une durée déterminée de maximum seize heures par jour.

La détention limitée peut être octroyée au condamné afin de défendre des intérêts professionnels, de formation ou familiaux qui requièrent sa présence hors de la prison."

Art. 13. Dans la même section II, il est inséré un article 98/8 rédigé comme suit:

"Art. 98/8. La surveillance électronique est un mode d'exécution de la peine privative de liberté par lequel le condamné subit l'ensemble ou une partie de sa peine privative de liberté en dehors de la prison selon un plan d'exécution déterminé, dont le respect est contrôlé notamment par des moyens électroniques."

Art. 14. Dans la même section II, il est inséré un article 98/9 rédigé comme suit:

"Art. 98/9. § 1^{er}. La détention limitée et la surveillance électronique sont octroyées au condamné qui se trouve, à six mois près, dans les conditions de temps pour l'octroi de la libération conditionnelle et qui satisfait aux conditions visées à l'article 98/13.

§ 2. Trois mois avant que le condamné ne se trouve dans la condition de temps prévue au paragraphe 1^{er} ou immédiatement si ce délai ne peut être respecté, le directeur l'informe par écrit de la possibilité de demander une détention limitée ou une surveillance électronique.

Le condamné peut dès ce moment introduire une demande écrite d'octroi de détention limitée ou de surveillance électronique, conformément à l'article 98/14."

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 29 juni 2021 tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder

Art. 6. In artikel 17, derde lid, van de wet van 29 juni 2021 tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2023, worden de woorden "31 december 2025" vervangen door de woorden "1 juni 2030".

HOOFDSTUK 3. — Invoeging van tijdelijke bepalingen in de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten met het oog op de vermindering van de overbevolking in de gevangenissen

Art. 7. In de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt een titel *XIIquater* ingevoegd, luidende "Tijdelijke bepalingen".

Art. 8. In titel *XIIquater*, ingevoegd bij artikel 7, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, luidende "De noodprocedure strafuitvoeringsrechter".

Art. 9. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling I ingevoegd, luidende "Toepassingsgebied".

Art. 10. In afdeling I, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 98/6 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/6. Dit hoofdstuk is van toepassing op de veroordeelde tot een of meer vrijheidsstraffen waarvan het uitvoerbaar gedeelte drie jaar of minder, maar zes maanden of meer bedraagt, ten aanzien van wie de bepalingen van deze wet overeenkomstig artikel 109/1 niet van toepassing zijn.

Aan de veroordeelde bedoeld in het eerste lid kent de strafuitvoeringsrechter een beperkte detentie, een elektronisch toezicht, een voorwaardelijke invrijheidstelling, een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of een voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering toe op de hierna bepaalde wijze en onder de hierna bepaalde voorwaarden."

Art. 11. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling II ingevoegd, luidende "Strafuitvoeringsmodaliteiten".

Art. 12. In afdeling II, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 98/7 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/7. De beperkte detentie is een wijze van uitvoering van de vrijheidsstraf die de veroordeelde toelaat om op regelmatige wijze de strafinrichting te verlaten voor een bepaalde duur van maximum zestien uur per dag.

De beperkte detentie kan aan de veroordeelde worden toegekend om professionele, opleidings- of familiale belangen te behartigen die zijn aanwezigheid buiten de gevangenis vereisen."

Art. 13. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 98/8 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/8. Het elektronisch toezicht is een wijze van uitvoering van de vrijheidsstraf waardoor de veroordeelde het geheel of een gedeelte van zijn vrijheidsstraf buiten de gevangenis ondergaat volgens een bepaald uitvoeringsplan, waarvan de naleving onder meer door elektronische middelen wordt gecontroleerd."

Art. 14. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 98/9 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/9. § 1. De beperkte detentie en het elektronisch toezicht worden toegekend aan de veroordeelde die zich, op zes maanden na, in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling en indien hij voldoet aan de in artikel 98/13 bedoelde voorwaarden.

§ 2. Drie maanden voordat de veroordeelde zich in de bij paragraaf 1 bepaalde tijdsvoorwaarde bevindt of, indien deze termijn niet gerespecteerd kan worden, onmiddellijk, licht de directeur hem schriftelijk in over de mogelijkheid tot het aanvragen van een beperkte detentie of een elektronisch toezicht.

De veroordeelde kan vanaf dat moment een schriftelijk verzoek tot toekenning van een beperkte detentie of een elektronisch toezicht indienen, overeenkomstig artikel 98/14."

Art. 15. Dans la même section II, il est inséré un article 98/10 rédigé comme suit:

“Art. 98/10. La libération conditionnelle est un mode d’exécution de la peine privative de liberté par lequel le condamné subit sa peine en dehors de la prison, moyennant le respect des conditions qui lui sont imposées pendant un délai d’épreuve déterminé.

La libération conditionnelle est octroyée au condamné qui a subi un tiers de ses peines et qui satisfait aux conditions visées à l’article 98/13.”

Art. 16. Dans la même section II, il est inséré un article 98/11 rédigé comme suit:

“Art. 98/11. La mise en liberté provisoire en vue de l’éloignement du territoire est un mode d’exécution de la peine privative de liberté octroyé au condamné à l’égard duquel il ressort, en vertu d’un avis de l’Office des Étrangers, qu’il n’est pas autorisé ou habilité à séjourner dans le Royaume, moyennant le respect de la condition de quitter effectivement le territoire et de l’interdiction de revenir en Belgique pendant un délai d’épreuve déterminé sans être en règle avec la législation et la réglementation concernant l’accès au territoire, le séjour ou l’établissement dans le Royaume et sans l’autorisation préalable du juge de l’application des peines.

La mise en liberté provisoire en vue de l’éloignement du territoire est octroyée au condamné qui, à six mois près, a subi un tiers de ses peines et qui satisfait aux conditions visées à l’article 98/13.”

Art. 17. Dans la même section II, il est inséré un article 98/12 rédigé comme suit:

“Art. 98/12. La mise en liberté provisoire en vue de la remise est accordée au condamné qui, sur la base d’un jugement exécutoire ou d’un titre exécutoire, doit être transféré dans un autre pays.

La mise en liberté provisoire en vue de la remise est octroyée au condamné qui a subi un tiers de ses peines et qui satisfait aux conditions visées à l’article 98/13.”

Art. 18. Dans le chapitre I^{er}, inséré par l’article 8, il est inséré une section III intitulée “Conditions et procédure d’octroi”.

Art. 19. Dans la section III, insérée par l’article 18, il est inséré un article 98/13 rédigé comme suit:

“Art. 98/13. Le juge de l’application des peines octroie les modalités de la peine visées à la section II à condition que le condamné ait un lieu de résidence et pour autant qu’il n’y ait pas dans le chef du condamné de risque directement observable pour l’intégrité physique de tiers auquel la fixation de conditions particulières ne puisse répondre.

La condition relative à la disposition d’un lieu de résidence ne s’applique pas à la détention limitée, à la mise en liberté provisoire en vue de l’éloignement du territoire et à la mise en liberté provisoire en vue de la remise.

Par risque directement observable pour l’intégrité physique des tiers, on entend un risque qui ressort à première vue du comportement actuel du condamné ou des pièces du dossier visées à l’article 98/16.

Une surveillance électronique ne peut être accordée au condamné pour qui il ressort d’un avis de l’Office des Étrangers qu’il n’est pas autorisé ou habilité à séjourner dans le Royaume, que dans la mesure où, sur la base d’un avis de l’Office des Étrangers, qui est à rendre dans les dix jours suivant la notification par le directeur, il apparaît que ce condamné ne peut être immédiatement éloigné ou transféré dans un lieu relevant de la compétence du ministre chargé de l’entrée, du séjour, de l’établissement et de l’éloignement des étrangers.”

Art. 20. Dans la même section III, il est inséré un article 98/14 rédigé comme suit:

“Art. 98/14. § 1^{er}. La détention limitée et la surveillance électronique sont octroyées par le juge de l’application des peines à la demande écrite du condamné.

§ 2. La demande écrite est introduite au greffe de la prison.

Le greffe de la prison transmet la demande écrite au greffe du tribunal de l’application des peines dans les vingt-quatre heures et en remet une copie au directeur.

Art. 15. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 98/10 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/10. De voorwaardelijke invrijheidstelling is een wijze van uitvoering van de vrijheidsstraf waardoor de veroordeelde zijn straf ondergaat buiten de gevangenis, mits naleving van de voorwaarden die hem gedurende een bepaalde proeftijd worden opgelegd.

De voorwaardelijke invrijheidstelling wordt toegekend aan de veroordeelde die een derde van zijn straffen heeft ondergaan en die voldoet aan de in artikel 98/13 bedoelde voorwaarden.”

Art. 16. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 98/11 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/11. De voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied is een wijze van uitvoering van de vrijheidsstraf die wordt toegekend aan de veroordeelde, van wie op grond van een advies van de Dienst Vreemdelingenzaken blijkt dat hij niet toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf in het Rijk, mits naleving van de voorwaarde het grondgebied effectief te verlaten en met het verbod om tijdens een bepaalde proeftijd terug te keren naar België zonder in orde te zijn met de wetgeving en de reglementering betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging in het Rijk en zonder de voorafgaande toelating van de strafuitvoeringsrechter.

De voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied wordt toegekend aan de veroordeelde die, op zes maanden na, een derde van zijn straffen heeft ondergaan en die voldoet aan de in artikel 98/13 bedoelde voorwaarden.”

Art. 17. In dezelfde afdeling II wordt een artikel 98/12 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/12. De voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering wordt toegestaan aan de veroordeelde die op grond van een uitvoerbaar vonnis of een uitvoerbare titel overgebracht dient te worden naar een ander land.

De voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering wordt toegekend aan de veroordeelde die een derde van zijn straffen heeft ondergaan en die voldoet aan de in artikel 98/13 bedoelde voorwaarden.”

Art. 18. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling III ingevoegd, luidende “De toekenningsvoorwaarden en -procedure”.

Art. 19. In afdeling III, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 98/13 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/13. De strafuitvoeringsrechter kent de in afdeling II bepaalde strafuitvoeringsmodaliteiten toe op voorwaarde dat de veroordeelde beschikt over een verblijfplaats en voor zover er in hoofde van de veroordeelde geen direct waarneembaar risico voor de fysieke integriteit van derden bestaat waaraan niet tegemoet kan worden gekomen door het opleggen van bijzondere voorwaarden.

De voorwaarde om over een verblijfplaats te beschikken is niet van toepassing op de beperkte detentie, de voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied en de voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering.

Onder een direct waarneembaar risico voor de fysieke integriteit van derden wordt verstaan een risico dat op het eerste gezicht blijkt uit de actuele gedragingen van de veroordeelde of uit de stukken van het dossier bedoeld in artikel 98/16.

Een elektronisch toezicht kan slechts worden toegekend aan de veroordeelde van wie op grond van een advies van de Dienst Vreemdelingenzaken blijkt dat hij niet toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf in het Rijk, voor zover op grond van een advies van de Dienst Vreemdelingenzaken, dat moet verleend worden binnen tien dagen na kennisgeving door de directeur, blijkt dat die veroordeelde niet onmiddellijk kan worden verwijderd of overgebracht naar een plaats die valt onder de bevoegdheid van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.”

Art. 20. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/14 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/14. § 1. De beperkte detentie en het elektronisch toezicht worden toegekend door de strafuitvoeringsrechter op schriftelijk verzoek van de veroordeelde.

§ 2. Het schriftelijk verzoek wordt ingediend op de griffie van de gevangenis.

De griffie van de gevangenis zendt het schriftelijk verzoek binnen vierentwintig uur over aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank en bezorgt een afschrift aan de directeur.

S'il s'agit d'une demande de surveillance électronique et que le condamné subit une peine pour des faits visés par les articles 405ter, 409, 417/2 à 417/4, 417/16 à 417/19, 417/24 à 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 à 417/47, 425 à 427 et 433septies du Code pénal ou pour des faits commis dans un contexte de violences intrafamiliales, le directeur demande au service compétent des communautés de procéder à une enquête sociale en vue d'obtenir les informations nécessaires sur le milieu d'accueil où se déroulera la surveillance électronique, sauf si cela s'avère inutile dans le cas concret.

§ 3. Le directeur rend un avis dans le mois de la réception de la copie de la demande écrite. L'article 98/16 s'applique."

Art. 21. Dans la même section III, il est inséré un article 98/15 rédigé comme suit:

"Art. 98/15. La libération conditionnelle, la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire et la mise en liberté provisoire en vue de la remise sont accordées par le juge de l'application des peines sur avis d'office du directeur.

Le directeur rend un avis au plus tard deux mois avant que le condamné satisfasse, selon le cas, aux conditions de temps prévues aux articles 98/10, alinéa 2, 98/11, alinéa 2, ou 98/12, alinéa 2, ou immédiatement si ce délai ne peut être respecté. L'article 98/16 s'applique.

Si l'avis concerne une libération conditionnelle et que le condamné subit une peine pour des faits de violence intrafamiliale, le directeur demande au service compétent des communautés de procéder à une enquête sociale en vue d'obtenir les informations nécessaires sur le milieu d'accueil où se déroulera la libération conditionnelle, sauf si cela s'avère inutile dans le cas concret."

Art. 22. Dans la même section III, il est inséré un article 98/16 rédigé comme suit:

"Art. 98/16. Le directeur entend le condamné et constitue un dossier. Ce dossier contient:

1° une copie de la fiche d'écrou, mentionnant la date d'admissibilité à la modalité d'exécution de la peine à apprécier;

2° l'avis du directeur qui contient les éléments suivants:

a) si la modalité d'exécution de la peine à apprécier concerne une surveillance électronique: des informations sur l'endroit où la surveillance électronique se déroulera et l'accord des cohabitants majeurs de cet endroit et, si la demande émane d'un condamné sans droit de séjour: un avis de l'Office des Étrangers indiquant si le condamné peut être immédiatement éloigné ou transféré dans un lieu relevant de la compétence du ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement d'étrangers;

b) si la modalité d'exécution de la peine à apprécier concerne une détention limitée: des informations précises sur les intérêts d'ordre professionnel, de formation ou familiaux qui requièrent sa présence hors de la prison;

c) si la modalité d'exécution de la peine à apprécier concerne une libération conditionnelle: des informations concernant l'adresse de séjour proposée;

d) le cas échéant, l'enquête sociale visée aux articles 98/14, § 2, alinéa 3, et 98/15, alinéa 3;

e) les éléments que le directeur estime pertinents pour évaluer le risque directement observable pour l'intégrité physique de tiers;

f) une proposition d'octroi ou de refus et, le cas échéant, les conditions particulières qu'il estime nécessaires pour limiter le risque de récidive ou qui sont nécessaires dans l'intérêt de la victime.

Le greffe de la prison transmet le dossier au greffe du tribunal de l'application des peines et en communique une copie au ministère public et au condamné.

Le greffe du tribunal de l'application des peines joint au dossier une copie actualisée du casier judiciaire, une copie des jugements et des arrêts de condamnation ainsi que, le cas échéant, une copie des fiches victime."

Indien het een verzoek tot elektronisch toezicht betreft en de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 405ter, 409, 417/2 tot 417/4, 417/16 tot 417/19, 417/24 tot 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 tot 417/47, 425 tot 427 en 433septies van het Strafwetboek of voor feiten die gepleegd zijn in een context van intrafamiliaal geweld, vraagt de directeur aan de bevoegde dienst van de gemeenschappen om een maatschappelijke enquête uit te voeren met het oog op het verkrijgen van noodzakelijke informatie over het onthaalmilieu waar het elektronisch toezicht zal plaatsvinden, tenzij dat in het concrete geval niet nuttig blijkt.

§ 3. De directeur brengt een advies uit binnen een maand na de ontvangst van het afschrift van het schriftelijk verzoek. Artikel 98/16 is van toepassing."

Art. 21. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/15 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/15. De voorwaardelijke invrijheidstelling, de voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied en de voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering worden toegekend door de strafuitvoeringsrechter op ambtshalve advies van de directeur.

De directeur brengt een advies uit ten laatste twee maanden voor de veroordeelde zich naargelang het geval in de bij artikel 98/10, tweede lid, 98/11, tweede lid, of 98/12, tweede lid, bepaalde tijdsvoorwaarden bevindt of, indien deze termijn niet gerespecteerd kan worden, onmiddellijk. Artikel 98/16 is van toepassing.

Indien het advies betrekking heeft op een voorwaardelijke invrijheidstelling en de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten van intrafamiliaal geweld, vraagt de directeur aan de bevoegde dienst van de gemeenschappen om een maatschappelijke enquête uit te voeren met het oog op het verkrijgen van noodzakelijke informatie over het onthaalmilieu waar de voorwaardelijke invrijheidstelling zal plaatsvinden, tenzij dat in het concrete geval niet nuttig blijkt."

Art. 22. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/16 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/16. De directeur hoort de veroordeelde en stelt een dossier samen. Dit dossier omvat:

1° een afschrift van de opsluitingsfiche, met vermelding van de toelaatbaarheidsdatum van de te beoordelen strafuitvoeringsmodaliteit;

2° het advies van de directeur dat volgende elementen omvat:

a) indien de te beoordelen strafuitvoeringsmodaliteit een elektronisch toezicht betreft: informatie over de plaats waar het elektronisch toezicht zal worden doorgebracht en het akkoord van de meerderjarige huisgenoten op die plaats en, indien het verzoek uitgaat van een veroordeelde zonder recht op verblijf: een advies van de Dienst Vreemdelingenzaken waarin wordt aangegeven of de veroordeelde onmiddellijk kan worden verwijderd of overgebracht kan worden naar een plaats die valt onder de bevoegdheid van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

b) indien de te beoordelen strafuitvoeringsmodaliteit een beperkte detentie betreft: precieze informatie omtrent de professionele, opleidings- of familiale belangen die zijn aanwezigheid buiten de gevangenis vereisen;

c) indien de te beoordelen strafuitvoeringsmodaliteit een voorwaardelijke invrijheidstelling betreft: informatie omtrent het voorgestelde verblijfsadres;

d) in voorkomend geval, de maatschappelijke enquête bedoeld in de artikelen 98/14, § 2, derde lid, en 98/15, derde lid;

e) de elementen die de directeur relevant acht voor de beoordeling van het direct waarneembaar risico voor de fysieke integriteit van derden;

f) een voorstel tot toekenning of afwijzing en, in voorkomend geval, de bijzondere voorwaarden die hij noodzakelijk acht om het risico op recidive te beperken of die noodzakelijk zijn in het belang van het slachtoffer.

De griffie van de gevangenis zendt het dossier over aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank en deelt een afschrift ervan mee aan het openbaar ministerie en aan de veroordeelde.

De griffie van de strafuitvoeringsrechtbank voegt aan het dossier een geactualiseerd afschrift toe van het strafregister, een afschrift van de vonnissen en arresten van veroordeling, alsook, in voorkomend geval, een afschrift van de slachtofferfiches."

Art. 23. Dans la même section III, il est inséré un article 98/17 rédigé comme suit:

“Art. 98/17. Si le directeur a formulé une proposition d’octroi d’une surveillance électronique ou, au cas où le condamné subit sa peine en prison, d’une libération conditionnelle et pour autant que le condamné se trouve dans les conditions de temps pour son octroi, l’exécution de la peine privative de liberté est suspendue de plein droit une seule fois par modalité d’exécution de la peine demandée. Le greffe de la prison en informe immédiatement le ministère public et le greffe du tribunal de l’application des peines.

Cette suspension prend fin de plein droit à partir du jour où le jugement est passé en force de chose jugée ou, en cas d’octroi d’une surveillance électronique, au moment du placement effectif sous surveillance électronique. La prescription des peines contenues dans la demande ne court pas durant cette période de suspension.

Durant la suspension de l’exécution de la peine privative de liberté, le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve ou le ministère public peut ordonner l’incarcération du condamné si celui-ci met gravement en péril l’intégrité physique de tiers ou s’il existe un risque que le condamné se soustraie à l’exécution de sa peine. Cette décision est communiquée sans délai au condamné, au juge du tribunal de l’application des peines et au directeur. La suspension de l’exécution de la peine privative de liberté prend ce faisant fin.”

Art. 24. Dans la même section III, il est inséré un article 98/18 rédigé comme suit:

“Art. 98/18. Dans les cas où le ministère public l’estime utile et pour lesquels le Collège des procureurs généraux peut édicter des directives, le ministère public rédige un avis quant à l’existence d’un risque directement observable pour l’intégrité physique de tiers et le transmet au juge de l’application des peines, dans les cinq jours ouvrables à compter de la réception de la copie de l’avis du directeur, et en communique une copie au condamné et au directeur.”

Art. 25. Dans la même section III, il est inséré un article 98/19 rédigé comme suit:

“Art. 98/19. Le juge de l’application des peines statue dans le mois de la réception du dossier du directeur visé à l’article 98/16, alinéa 1^{er}, et, au plus tôt, après réception de l’avis du ministère public ou après expiration du délai imparti au ministère public pour communiquer son avis.

Dans le cas où la demande porte sur une libération conditionnelle et le condamné subit une peine pour:

— des faits visés aux articles 393 à 397, 399 à 405^{quater}, 409, 410 à 410^{ter}, 417/2, 417/3, 468 à 476 et 477^{bis} à 477^{sexies}, du Code pénal;

— des faits d’importation, d’exportation, de transit et de transport visés à l’article 2^{bis} de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, ou des faits visés dans les articles 278 à 280, 324^{ter}, 349, 352, 419, 420, 428, 429 et 433^{septies} du Code pénal pour autant que ces faits ont été commis en combinaison avec un des faits visés par le premier tiret;

le juge de l’application des peines qui estime que le dossier n’est pas en état peut demander des informations complémentaires ou charger le service compétent des communautés conformément à l’article 34, § 2, alinéa 2, de rédiger un rapport d’information succinct ou de procéder à une enquête sociale, en vue d’obtenir les informations nécessaires sur le milieu d’accueil où la libération conditionnelle se déroulera. Dans ce cas, le délai d’un mois visé au paragraphe 1^{er} peut être prolongé une fois d’un mois au maximum. Le juge de l’application des peines notifie immédiatement la prolongation du délai au ministère public, au directeur si le condamné est en détention, et au condamné et invite ce dernier ou, le cas échéant, le directeur à communiquer par écrit les informations nécessaires dans les quatorze jours.”

Art. 26. Dans le chapitre I^{er}, inséré par l’article 8, il est inséré une section IV intitulée “De la décision du juge de l’application des peines”.

Art. 23. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/17 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/17. Indien de directeur een voorstel tot toekenning van een elektronisch toezicht of, in geval de veroordeelde zijn straf in de gevangenis ondergaat, tot een voorwaardelijke invrijheidstelling heeft geformuleerd en voor zover de veroordeelde zich in de tijdsvaarden bevindt voor de toekenning ervan, wordt de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf per aangevraagde strafuitvoeringsmodaliteit eenmalig van rechtswege opgeschort. De griffie van de gevangenis brengt dit onmiddellijk ter kennis van het openbaar ministerie en van de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

Deze opschorting neemt van rechtswege een einde vanaf de dag dat het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan of, in geval van toekenning van een elektronisch toezicht, op het ogenblik van de effectieve plaatsing onder elektronisch toezicht. De verjaring van de in het verzoek vervatte straffen loopt niet tijdens deze periode van opschorting.

Tijdens de opschorting van de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf, kan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied waarvan de veroordeelde zich bevindt of het openbaar ministerie, de opsluiting van de veroordeelde bevelen indien deze de fysieke integriteit van derden ernstig in gevaar brengt of wanneer er een gevaar bestaat dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van zijn straf zou onttrekken. Deze beslissing wordt onmiddellijk meegedeeld aan de veroordeelde, de strafuitvoeringsrechter en de directeur. De opschorting van de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf neemt hierdoor een einde.”

Art. 24. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/18 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/18. In de gevallen waarin het openbaar ministerie dit nodig acht en waarover het College van procureurs-generaal richtlijnen kan uitvaardigen, stelt het openbaar ministerie een advies op omtrent het bestaan van een direct waarneembaar risico voor de fysieke integriteit van derden en zendt het, binnen vijf werkdagen na de ontvangst van het afschrift van het advies van de directeur, over aan de strafuitvoeringsrechter en bezorgt hiervan een afschrift aan de veroordeelde en aan de directeur.”

Art. 25. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 98/19 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/19. De strafuitvoeringsrechter doet uitspraak binnen de maand na de ontvangst van het dossier van de directeur bedoeld in artikel 98/16, eerste lid, en ten vroegste na de ontvangst van het advies van het openbaar ministerie of na het verstrijken van de adviestermijn van het openbaar ministerie.

Ingeval de aanvraag betrekking heeft op een voorwaardelijke invrijheidstelling en de veroordeelde een straf ondergaat voor:

— feiten bedoeld in de artikelen 393 tot 397, 399 tot 405^{quater}, 409, 410 tot 410^{ter}, 417/2, 417/3, 468 tot 476 en 477^{bis} tot 477^{sexies} van het Strafwetboek;

— feiten van invoer, uitvoer, doorvoer en vervoer bedoeld in artikel 2^{bis} van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, of feiten bedoeld in de artikelen 278 tot 280, 324^{ter}, 349, 352, 419, 420, 428, 429 en 433^{septies} van het Strafwetboek, voor zover deze gepleegd zijn in combinatie met een van de feiten bedoeld in het eerste streepje;

kan de strafuitvoeringsrechter die oordeelt dat het dossier niet in staat is, bijkomende informatie vragen of aan de bevoegde diensten van de gemeenschappen overeenkomstig artikel 34, § 2, tweede lid, de opdracht geven een beknopt voorlichtingsverslag op te stellen of een maatschappelijke enquête uit te voeren met het oog op het verkrijgen van noodzakelijke informatie over het onthaalmilieu waar de voorwaardelijke invrijheidstelling zal plaatsvinden. In dat geval kan de termijn van een maand bedoeld in paragraaf 1 eenmaal met maximaal een maand worden verlengd. De strafuitvoeringsrechter deelt de verlenging van de termijn onverwijld mee aan het openbaar ministerie, aan de directeur indien de veroordeelde gedetineerd is, en aan de veroordeelde en verzoekt de veroordeelde of, in voorkomend geval, de directeur om binnen veertien dagen de nodige informatie schriftelijk mee te delen.”

Art. 26. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 8, wordt een afdeling IV ingevoegd, luidende “De beslissing van de strafuitvoeringsrechter”.

Art. 27. Dans la section IV, insérée par l'article 26, il est inséré un article 98/20 rédigé comme suit:

“Art. 98/20. Le juge de l'application des peines qui ne conteste pas la date d'admissibilité visée à l'article 98/16, alinéa 1^{er}, 1^o, octroie la modalité d'exécution de la peine, sauf s'il constate que les conditions visées à l'article 98/13 ne sont pas remplies.

Le jugement d'octroi d'une détention limitée, d'une surveillance électronique ou d'une libération conditionnelle est exécutoire à partir du jour où il est passé en force de chose jugée et au plus tôt à partir du moment où le condamné répond aux conditions de temps pour la modalité d'exécution de la peine accordée.

Le jugement d'octroi d'une mise en liberté provisoire en vue de la remise devient exécutoire au moment de la remise.

Le jugement d'octroi d'une mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire devient exécutoire au moment de l'éloignement effectif ou du transfert vers un lieu qui relève de la compétence du ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et ce, au plus tôt le jour où le jugement est passé en force de chose jugée et où le condamné répond aux conditions de temps pour cette modalité d'exécution de la peine et au plus tard vingt jours après que le condamné a subi un tiers des peines ou, s'il a déjà subi un tiers de ses peines au moment de l'octroi, vingt jours après que le jugement est passé en force de chose jugée. Si l'éloignement ou le transfert ne s'est pas produit à l'expiration du délai d'exécutabilité, le condamné est remis en liberté.”

Art. 28. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/21 rédigé comme suit:

“Art. 98/21. Le jugement d'octroi de la modalité d'exécution de la peine détermine que le condamné est soumis aux conditions générales suivantes:

1^o ne pas commettre d'infractions;

2^o ne pas importuner les victimes;

3^o pour la surveillance électronique et la libération conditionnelle, avoir une résidence et, en cas de changement, communiquer sans délai l'adresse de sa nouvelle résidence au ministère public et, le cas échéant, également au service compétent des communautés chargé de la guidance;

4^o donner suite aux convocations du ministère public et, le cas échéant, du service compétent des communautés chargé de la guidance;

5^o pour la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire, l'obligation de quitter effectivement le territoire et l'interdiction de revenir en Belgique pendant le délai d'épreuve sans être en règle avec la législation et la réglementation relative à l'accès au territoire, au séjour ou à l'établissement dans le Royaume et sans l'autorisation préalable du juge de l'application des peines.”

Art. 29. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/22 rédigé comme suit:

“Art. 98/22. § 1^{er}. Le juge de l'application des peines peut soumettre le condamné à des conditions particulières individualisées si elles sont absolument nécessaires pour limiter le risque de récidive ou si elles sont nécessaires dans l'intérêt de la victime.

§ 2. Lorsqu'il s'agit de l'octroi d'une libération conditionnelle, le juge de l'application des peines détermine également dans son jugement si le condamné peut ou non quitter le territoire du Royaume pendant la libération conditionnelle.

Dans le cas où le condamné peut quitter le territoire du Royaume, le juge de l'application des peines détermine dans son jugement la période maximale pendant laquelle le condamné peut le faire et à quelle fréquence et, le cas échéant, si et de quelle manière le condamné doit en informer préalablement le ministère public avant de quitter le territoire du Royaume.”

Art. 30. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/23 rédigé comme suit:

“Art. 98/23. Le juge de l'application des peines détermine dans le jugement d'octroi d'une détention limitée ou d'une surveillance électronique le programme du contenu concret de celle-ci.

Le service compétent des communautés se charge de donner un contenu concret à la modalité d'exécution de la peine octroyée conformément aux modalités fixées par le Roi.”

Art. 27. In afdeling IV, ingevoegd bij artikel 26, wordt een artikel 98/20 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/20. De strafuitvoeringsrechter die de toelaatbaarheidsdatum bedoeld in artikel 98/16, eerste lid, 1^o, niet betwist, kent de strafuitvoeringsmodaliteit toe behalve wanneer hij vaststelt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 98/13 niet zijn vervuld.

Het vonnis tot toekenning van een beperkte detentie, een elektronisch toezicht of een voorwaardelijke invrijheidstelling wordt uitvoerbaar vanaf de dag dat het in kracht van gewijsde is gegaan en ten vroegste vanaf het ogenblik dat de veroordeelde zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toegekende strafuitvoeringsmodaliteit.

Het vonnis tot toekenning van een voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering wordt uitvoerbaar op het ogenblik dat de overlevering plaatsvindt.

Het vonnis tot toekenning van een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied wordt uitvoerbaar op het ogenblik van de effectieve verwijdering of de overbrenging naar een plaats die valt onder de bevoegdheid van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en dit ten vroegste de dag dat het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan en de veroordeelde zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor deze strafuitvoeringsmodaliteit en ten laatste twintig dagen nadat de veroordeelde een derde van zijn straffen heeft ondergaan of, indien hij op het ogenblik van de toekenning reeds een derde van de straffen heeft ondergaan, twintig dagen na het in kracht van gewijsde treden van het vonnis. Indien de verwijdering of de overbrenging niet heeft plaatsgevonden bij het verstrijken van de uiterste datum van uitvoerbaarheid, wordt de veroordeelde in vrijheid gesteld.”

Art. 28. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/21 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/21. Het vonnis tot toekenning van de strafuitvoeringsmodaliteit bepaalt dat de veroordeelde onderworpen is aan de volgende algemene voorwaarden:

1^o geen strafbare feiten plegen;

2^o de slachtoffers niet lastigvallen;

3^o voor het elektronisch toezicht en de voorwaardelijke invrijheidstelling, een verblijfplaats hebben en, bij wijziging ervan, zijn nieuwe verblijfplaats onmiddellijk meedelen aan het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, ook aan de bevoegde dienst van de gemeenschappen die met de begeleiding is belast;

4^o gevolg geven aan de oproepingen van het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, van de bevoegde dienst van de gemeenschappen die met de begeleiding is belast;

5^o voor de voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied, de verplichting om het grondgebied effectief te verlaten en het verbod om tijdens de proeftijd terug te keren naar België zonder in orde te zijn met de wetgeving en de reglementering betreffende de toegang, het verblijf of de vestiging in het Rijk en zonder de voorafgaande toelating van de strafuitvoeringsrechter.”

Art. 29. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/22 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/22. § 1. De strafuitvoeringsrechter kan de veroordeelde aan geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden onderwerpen indien deze absoluut noodzakelijk zijn om het risico op recidive te beperken of indien deze noodzakelijk zijn in het belang van het slachtoffer.

§ 2. Ingeval het een toekenning van een voorwaardelijke invrijheidstelling betreft, bepaalt de strafuitvoeringsrechter in zijn vonnis eveneens of de veroordeelde tijdens de voorwaardelijke invrijheidsstelling al dan niet het grondgebied van het Rijk mag verlaten.

Ingeval de veroordeelde het grondgebied van het Rijk mag verlaten, bepaalt de strafuitvoeringsrechter in zijn vonnis de maximale periode voor dewelke de veroordeelde dit kan en de frequentie ervan en, in voorkomend geval, of en op welke wijze de veroordeelde het openbaar ministerie voorafgaandelijk moet inlichten voor hij het grondgebied van het Rijk verlaat.”

Art. 30. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/23 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/23. De strafuitvoeringsrechter bepaalt in het vonnis tot toekenning van een beperkte detentie of een elektronisch toezicht het programma van de concrete invulling hiervan.

De bevoegde dienst van de gemeenschappen staat in voor de uitwerking van de concrete invulling van de toegekende strafuitvoeringsmodaliteit overeenkomstig de door de Koning daartoe bepaalde nadere regels.”

Art. 31. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/24 rédigé comme suit:

“Art. 98/24. § 1^{er}. Si le juge de l’application des peines décide de l’octroi de la détention limitée ou de la surveillance électronique, il peut également octroyer un congé pénitentiaire à ce moment.

§ 2. Si le condamné demande un congé pénitentiaire après l’octroi de la détention limitée ou de la surveillance électronique, il dépose sa demande écrite au greffe du tribunal de l’application des peines. Cette demande contient les informations relatives aux circonstances factuelles et au cadre dans lequel le congé se déroulera.

Le juge de l’application des peines statue dans le mois qui suit l’introduction de la demande du condamné.

Les articles 98/21 et 98/22 s’appliquent.

§ 3. Le juge de l’application des peines fixe la durée du congé pénitentiaire, qui ne peut être inférieure à quatre fois trente-six heures par trimestre. Le congé pénitentiaire est renouvelé de plein droit chaque trimestre.

§ 4. L’article 98/26 s’applique.”

Art. 32. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/25 rédigé comme suit:

“Art. 98/25. Si le juge de l’application des peines rejette la modalité d’exécution de la peine à évaluer, il indique dans son jugement la date à laquelle le condamné peut introduire une nouvelle demande ou à laquelle le directeur doit émettre un nouvel avis.

Ce délai ne peut pas excéder deux mois à compter du jugement.”

Art. 33. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/26 rédigé comme suit:

“Art. 98/26. § 1^{er}. Le jugement est notifié dans les vingt-quatre heures, par envoi recommandé, au condamné et porté par écrit à la connaissance du ministère public et du directeur. Lors de la prise de connaissance du jugement, le condamné marque son accord sur les conditions.

La victime est informée le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide du jugement et, le cas échéant, des conditions qui sont imposées dans son intérêt.

Sans préjudice de l’alinéa 1^{er}, le greffe du tribunal de l’application des peines informe le condamné à l’égard duquel l’exécution de la peine privative de liberté a été suspendue conformément à l’article 98/17 du jugement, dans les plus brefs délais et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide.”

§ 2. Le jugement d’octroi d’une modalité d’exécution de la peine est communiqué aux autorités et instances suivantes:

— le chef de corps de la police locale de la commune où le condamné s’établira;

— la banque de données nationale visée à l’article 44/2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

— le cas échéant, le service compétent des communautés de l’arrondissement judiciaire du lieu de résidence du condamné;

— le service des communautés, compétent pour la surveillance électronique, si la décision concerne une surveillance électronique;

— le service compétent de la communauté du lieu de résidence de la victime en cas de conditions imposées dans l’intérêt de la victime;

— l’Office des Étrangers, si la décision porte sur un condamné qui n’est pas autorisé ou habilité à séjourner dans le Royaume.”

Art. 34. Dans la même section IV, il est inséré un article 98/27 rédigé comme suit:

“Art. 98/27. Outre les cas visés à l’article 64, 1^o à 7^o, le ministère public peut saisir le juge de l’application des peines en vue de la révocation de la modalité d’exécution de la peine octroyée si le condamné ne respecte pas la condition générale prévue à l’article 98/21, 2^o.

Art. 31. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/24 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/24. § 1. Indien de strafuitvoeringsrechter beslist over de toekenning van de beperkte detentie of het elektronisch toezicht, kan hij op dat ogenblik ook penitentiair verlof toekennen.

§ 2. Indien de veroordeelde na de toekenning van de beperkte detentie of het elektronisch toezicht om penitentiair verlof verzoekt, dient de veroordeelde zijn schriftelijk verzoek in op de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank. Dit verzoek omvat de informatie over de feitelijke omstandigheden en het kader waarbinnen het verlof zal plaats vinden.

De strafuitvoeringsrechter doet uitspraak binnen de maand na de indiening van het verzoek van de veroordeelde.

De artikelen 98/21 en 98/22 zijn van toepassing.

§ 3. De strafuitvoeringsrechter bepaalt de duur van het penitentiair verlof, dat niet minder dan viermaal zesendertig uur per trimester mag zijn. Het penitentiair verlof wordt elk trimester van rechtswege hernieuwd.

§ 4. Artikel 98/26 is van toepassing.”

Art. 32. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/25 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/25. Indien de strafuitvoeringsrechter de te beoordelen strafuitvoeringsmodaliteit afwijst, bepaalt hij in zijn vonnis de datum waarop de veroordeelde een nieuw verzoek kan indienen of de directeur een nieuw advies moet uitbrengen.

Deze termijn mag niet langer zijn dan twee maanden te rekenen van het vonnis.”

Art. 33. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/26 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/26. § 1. Het vonnis wordt binnen vierentwintig uur bij aangetekende zending ter kennis gebracht van de veroordeelde en schriftelijk ter kennis gebracht van het openbaar ministerie en van de directeur. Bij kennisname van het vonnis stemt de veroordeelde in met de voorwaarden.

Het slachtoffer wordt zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel, op de hoogte gebracht van het vonnis en, in voorkomend geval, van de voorwaarden die in zijn belang zijn opgelegd.

Onverminderd het eerste lid brengt de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank de veroordeelde ten aanzien van wie de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf werd opgeschort overeenkomstig artikel 98/17, zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke, schriftelijke communicatiemiddel, op de hoogte van het vonnis.

§ 2. Het vonnis tot toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit wordt meegedeeld aan de volgende autoriteiten en instanties:

— de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde zich zal vestigen;

— de nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/2 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

— in voorkomend geval, de bevoegde dienst van de gemeenschappen van het gerechtelijk arrondissement waarin de veroordeelde zijn verblijfplaats heeft;

— de dienst van de gemeenschappen, bevoegd voor het elektronisch toezicht, ingeval de beslissing betrekking heeft op een elektronisch toezicht;

— de bevoegde dienst van de gemeenschappen van de verblijfplaats van het slachtoffer ingeval er slachtoffergerichte voorwaarden zijn opgelegd;

— de Dienst Vreemdelingenzaken, ingeval de beslissing betrekking heeft op een veroordeelde die niet toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf in het Rijk.”

Art. 34. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 98/27 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/27. Naast de in artikel 64, 1^o tot 7^o, bedoelde gevallen, kan het openbaar ministerie, met het oog op de herroeping van de toegekende strafuitvoeringsmodaliteit, de zaak ook bij de strafuitvoeringsrechter aanhangig maken wanneer de veroordeelde de in artikel 98/21, 2^o, bepaalde algemene voorwaarde niet naleeft.

Lorsque le condamné ne respecte pas la condition générale prévue à l'article 98/21, 5°, le ministère public saisit le juge de l'application des peines, auquel cas le juge de l'application des peines révoque la mise en libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire. Dans le même cas, le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve ou le ministère public, peut ordonner l'arrestation provisoire de celui-ci, auquel cas le juge de l'application des peines révoque la mise en libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire. Seul l'article 68, §§ 5, 6 et 7, s'applique à ces procédures."

Art. 35. Dans le titre *XIIquater*, inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre II intitulé "La libération anticipée "surpopulation" à partir de six mois avant la fin de peine".

Art. 36. Dans le chapitre II, inséré par l'article 35, il est inséré un article 98/28 rédigé comme suit:

"Art. 98/28. § 1^{er}. Le directeur accorde une libération anticipée "surpopulation" au condamné qui se trouve dans les conditions de temps pour la libération conditionnelle à partir de six mois avant la fin de la partie exécutoire de la peine privative de liberté ou des peines privatives de liberté auxquelles il a été condamné pour autant qu'il n'exécute que des peines passées en force de chose jugée de privation de liberté et pour autant qu'il remplit cumulativement les conditions suivantes:

1° il dispose d'une adresse d'accueil;

2° il ne présente pas de risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique des tiers.

Le condamné qui n'a pas le droit au séjour ne peut bénéficier de cette mesure que dans la mesure où l'Office des Étrangers communique au directeur qu'il est dans l'incapacité de procéder immédiatement à l'éloignement du territoire ou au transfert du condamné vers un lieu relevant de la compétence du ministre chargé de l'entrée, du séjour, de l'établissement et de l'éloignement des étrangers. Le condamné concerné ne doit remplir que la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le condamné dont la modalité d'exécution de la peine est révoquée par le juge de l'application des peines ou le tribunal de l'application des peines pendant la période de validité de cette mesure est exclu de la libération anticipée pendant les deux mois qui suivent l'exécution du jugement de révocation.

§ 2. Les catégories de condamnés suivantes sont exclues de la mesure de la libération anticipée "surpopulation" visée dans le présent chapitre:

— les condamnés qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté dont le total s'élève à plus de dix ans;

— les condamnés qui subissent une peine pour des faits visés au livre II, titre I^{er}ter, du Code pénal;

— les condamnés qui subissent une peine pour des faits visés aux articles 417/5 à 417/41, 417/43 à 417/47, 417/50, 417/52, 417/54 et 417/55 du Code pénal;

— les condamnés qui font l'objet d'une condamnation avec une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines, conformément aux articles 34ter ou 34quater du Code pénal;

— les condamnés qui sont suivis par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace dans le cadre de la banque de données commune visée à l'article 3 de la loi du 29 mars 2024 portant création de la banque de données commune "Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation" ("T.E.R.") et modifiant la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la loi du 30 juillet 2018 portant création de cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme et la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

§ 3. La décision d'octroi de la libération anticipée "surpopulation" détermine que le condamné est soumis aux conditions générales suivantes pendant le délai d'épreuve;

1° ne pas commettre d'infractions;

2° ne pas importuner les victimes;

Ingeval de veroordeelde de in artikel 98/21, 5°, bepaalde algemene voorwaarde niet naleeft, maakt het openbaar ministerie de zaak bij de strafuitvoeringsrechter aanhangig, in welk geval de strafuitvoeringsrechter de voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied herroept. In hetzelfde geval kan de procureur des Konings van de rechtbank in het rechtsgebied waarvan de veroordeelde zich bevindt of het openbaar ministerie zijn voorlopige aanhouding bevelen, in welk geval de strafuitvoeringsrechter de voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied herroept. Enkel artikel 68, §§ 5, 6 en 7, is op deze procedures van toepassing."

Art. 35. In titel *XIIquater*, ingevoegd bij artikel 7, wordt een hoofdstuk II ingevoegd, luidende "De vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" vanaf zes maanden voor strafeinde".

Art. 36. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 98/28 ingevoegd, luidende:

"Art. 98/28. § 1. De directeur kent een vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" toe aan de veroordeelde die zich in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling, vanaf zes maanden voor het einde van het uitvoerbaar gedeelte van de vrijheidsstraf of van de vrijheidsstraffen waartoe hij is veroordeeld, voor zover hij uitsluitend in kracht van gewijsde getreden veroordelingen tot een vrijheidsstraf ondergaat en voor zover hij cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° hij beschikt over een opvangadres;

2° hij stelt geen manifest risico voor een ernstige aantasting van de fysieke integriteit van derden.

De veroordeelde die geen recht heeft op verblijf komt slechts in aanmerking voor deze maatregel, voor zover de Dienst Vreemdelingenzaken meedeelt aan de directeur dat hij in de onmogelijkheid verkeert om onmiddellijk over te gaan tot verwijdering van het grondgebied of tot overbrenging naar een plaats die valt onder de bevoegdheid van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen van de veroordeelde. De betrokken veroordeelde dient enkel te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2°.

In afwijking van het eerste lid is de veroordeelde wiens strafuitvoeringsmodaliteit tijdens de geldigheidsduur van deze maatregel door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank wordt herroepen, gedurende twee maanden na de tenuitvoerlegging van het vonnis tot herroeping uitgesloten van de vervroegde invrijheidstelling.

§ 2. De volgende categorieën van veroordeelden zijn uitgesloten van de in dit hoofdstuk bedoelde maatregel van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking":

— de veroordeelden die een of meerdere vrijheidsbenemende straffen ondergaan waarvan het totaal meer dan tien jaar bedraagt;

— de veroordeelden die een straf ondergaan voor de feiten bedoeld in boek II, titel I^{ter}, van het Strafwetboek;

— de veroordeelden die een straf ondergaan voor de feiten bedoeld in de artikelen 417/5 tot 417/41, 417/43 tot 417/47, 417/50, 417/52, 417/54 en 417/55 van het Strafwetboek;

— de veroordeelden die het voorwerp uitmaken van een veroordeling met een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank overeenkomstig de artikelen 34ter of 34quater van het Strafwetboek;

— de veroordeelden die worden opgevolgd door het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse in het kader van de gemeenschappelijke gegevensbank bedoeld in artikel 3 van de wet van 29 maart 2024 tot oprichting van de gemeenschappelijke gegevensbank "Terrorisme, Extremisme, Radicaliseringsproces" ("T.E.R.") en tot wijziging van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, de wet van 30 juli 2018 tot oprichting van lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme en de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

§ 3. De beslissing tot toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" bepaalt dat de veroordeelde tijdens de proeftermijn onderworpen is aan de volgende algemene voorwaarden:

1° geen strafbare feiten plegen;

2° de slachtoffers niet lastigvallen;

3° continuer à avoir une adresse d'accueil et, en cas de changement de celle-ci, communiquer immédiatement son nouveau lieu de séjour au directeur ou, dans le cas d'un condamné visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, l'obligation de quitter effectivement le territoire dans le délai imposé par l'Office des Étrangers et l'interdiction de revenir en Belgique pendant le délai d'épreuve sans être en règle avec la législation et la réglementation relative à l'accès au territoire, au séjour ou à l'établissement dans le Royaume.

§ 4. Le délai d'épreuve est égal à la durée de la partie restante des peines privatives de liberté au moment de l'octroi de la libération anticipée "surpopulation".

§ 5. Le directeur communique la décision d'octroi de la libération anticipée "surpopulation" au condamné.

Le directeur informe la victime le plus rapidement possible et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide, de l'octroi de la libération anticipée "surpopulation".

Le directeur communique la décision d'octroi de la libération anticipée "surpopulation" aux autorités et instances suivantes:

1° le chef de corps de la police locale de la commune où le condamné a son adresse d'accueil;

2° la banque de données nationale visée à l'article 44/2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

3° le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le condamné a son adresse d'accueil;

4° le ministère public près le tribunal de l'application des peines si le tribunal de l'application des peines est déjà saisi;

5° le service compétent des communautés chargé de l'accompagnement de la détention limitée, si le condamné est en détention limitée;

6° l'Office des Étrangers, si la décision porte sur un condamné visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 6. Le directeur peut révoquer la libération anticipée "surpopulation" dans les cas suivants:

1° s'il est constaté dans une décision passée en force de chose jugée que le condamné a commis une infraction pendant le délai d'épreuve;

2° pour non-respect de la condition générale prévue au paragraphe 3, 2°;

3° après une arrestation provisoire conformément au paragraphe 8.

En cas de révocation, la période au cours de laquelle le condamné était en libération anticipée "surpopulation" et qui court jusqu'à la décision de révocation est déduite de la partie restante des peines privatives de liberté au moment de l'octroi de la libération anticipée "surpopulation".

Si la libération anticipée "surpopulation" est révoquée, elle ne peut pas être accordée à nouveau.

§ 7. Le directeur communique la décision de révocation le plus rapidement possible:

1° au condamné;

2° à toutes les autorités et instances auxquelles la décision d'octroi a été communiquée conformément au paragraphe 5, alinéa 3.

Le directeur informe la victime de la décision de révocation le plus rapidement possible et en tous cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrite le plus rapide.

§ 8. Si le condamné met gravement en péril l'intégrité physique ou psychique de tiers pendant le délai d'épreuve, le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve peut ordonner son arrestation provisoire. Il communique immédiatement sa décision au directeur.

Le directeur prend une décision sur la révocation de la libération anticipée "surpopulation" dans les sept jours qui suivent l'arrestation du condamné. Il communique sa décision par écrit dans les vingt-quatre heures au condamné et au procureur du Roi visé à l'alinéa 1^{er}.

Le directeur communique la décision de révocation à la victime dans les plus brefs délais, et en tout cas dans les vingt-quatre heures, par le moyen de communication écrit le plus rapide. Il communique la décision de révocation dans les plus brefs délais au ministère public près le tribunal de l'application des peines, si le tribunal de l'application des peines a déjà été saisi.

3° een opvangadres blijven hebben, en bij wijziging ervan, zijn nieuwe verblijfplaats onmiddellijk meedelen aan de directeur of, indien het een veroordeelde bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, betreft, het grondgebied effectief verlaten binnen de door de Dienst Vreemdelingenzaken opgelegde termijn en tijdens de proeftermijn niet terugkeren naar België zonder in orde te zijn met de wetgeving en reglementering betreffende de toegang, het verblijf en de vestiging in het Rijk.

§ 4. De proeftermijn is gelijk aan de duur van het nog resterende gedeelte van de vrijheidsstraffen op het ogenblik van de toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking".

§ 5. De directeur deelt de beslissing tot toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" mee aan de veroordeelde.

De directeur stelt het slachtoffer zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke schriftelijke communicatiemiddel in kennis van de toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking".

De directeur deelt de beslissing tot toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" mee aan de volgende autoriteiten en instanties:

1° de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde zijn opvangadres heeft;

2° de nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/2 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

3° de procureur des Konings van het arrondissement waar de veroordeelde zijn opvangadres heeft;

4° het openbaar ministerie bij de strafuitvoeringsrechtbank, indien de strafuitvoeringsrechtbank reeds gevat is;

5° de voor de begeleiding van de beperkte detentie bevoegde dienst van de gemeenschappen, indien de veroordeelde zich in beperkte detentie bevindt;

6° de Dienst Vreemdelingenzaken, indien de beslissing betrekking heeft op de veroordeelde bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

§ 6. De directeur kan de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" herroepen in de volgende gevallen:

1° wanneer bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing wordt vastgesteld dat de veroordeelde tijdens de proeftermijn een misdrijf heeft gepleegd;

2° wegens niet-naleving van de in paragraaf 3, 2°, bepaalde algemene voorwaarden;

3° na een voorlopige aanhouding overeenkomstig paragraaf 8.

In geval van herroeping wordt de periode tijdens dewelke de veroordeelde in vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" was en die loopt tot aan de beslissing tot herroeping, afgetrokken van het op het ogenblik van de toekenning van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" nog resterende gedeelte van de vrijheidsstraffen.

Indien de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" wordt herroepen, kan zij niet opnieuw worden toegekend.

§ 7. De directeur brengt de beslissing tot herroeping zo snel mogelijk ter kennis van:

1° de veroordeelde;

2° alle autoriteiten en instanties aan wie de beslissing tot toekenning werd meegedeeld overeenkomstig paragraaf 5, derde lid.

De directeur stelt het slachtoffer zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke schriftelijke communicatiemiddel in kennis van de beslissing tot herroeping.

§ 8. Indien de veroordeelde de fysieke of psychische integriteit van derden ernstig in gevaar brengt gedurende de proeftermijn, kan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied waarvan de veroordeelde zich bevindt, zijn voorlopige aanhouding bevelen. Hij deelt zijn beslissing onmiddellijk mee aan de directeur.

De directeur neemt een beslissing over de herroeping van de vervroegde invrijheidstelling "overbevolking" binnen zeven dagen volgend op de aanhouding van de veroordeelde. Hij deelt zijn beslissing binnen vierentwintig uur schriftelijk mee aan de veroordeelde en aan de in het eerste lid bedoelde procureur des Konings.

De directeur stelt het slachtoffer zo snel mogelijk en in elk geval binnen vierentwintig uur, via het snelst mogelijke schriftelijke communicatiemiddel in kennis van de beslissing tot herroeping. Hij deelt de beslissing tot herroeping zo snel mogelijk mee aan het openbaar ministerie, indien de strafuitvoeringsrechtbank reeds gevat is.

§ 9. Sauf dans le cas visé au paragraphe 8, la libération anticipée “surpopulation” prend fin de plein droit au cas où:

1° un non-respect de la condition visée au paragraphe 3, 3°, est constaté dans le chef du condamné visé au paragraphe 1, deuxième alinéa;

2° le condamné est à nouveau incarcéré.

Dans le cas visé par l’alinéa 1^{er}, 1°, le condamné est immédiatement réincarcéré.

Le directeur en informe le condamné, la victime et toutes les autorités et instances mentionnées au paragraphe 5, alinéa 3.”

Art. 37. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 98/29 rédigé comme suit:

“Art. 98/29. Le présent chapitre s’applique jusqu’au 31 décembre 2026.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, anticiper la date visée à l’alinéa 1^{er}.”

TITRE 3 — Modifications de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d’exécution de la peine relatives à l’impossibilité de principe d’exécuter la surveillance électronique au lieu où la victime réside

Art. 38. Dans le titre VI, chapitre I^{er}, section II, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d’exécution de la peine, il est inséré un article 28/1 rédigé comme suit:

Art. 28/1. Lorsque le condamné subit une peine pour des faits visés par les articles 405^{ter}, 409, 417/2 à 417/4, 417/16 à 417/19, 417/24 à 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 à 417/47, 425 à 427 et 433septies du Code pénal ou pour des faits commis dans un contexte de violences intrafamiliales, la surveillance électronique ne peut pas être octroyée si la victime réside au lieu où la surveillance électronique sera effectuée. Le juge de l’application des peines peut, à titre exceptionnel, accorder une telle surveillance électronique par une décision motivée par des raisons particulières, lesquelles indiquent en quoi l’exécution de la surveillance électronique à l’adresse où réside la victime des faits ne présente aucun danger pour celle-ci.

Art. 39. Dans la même loi, il est inséré un article 47/1 rédigé comme suit:

“Art. 47/1. Lorsque le condamné subit une peine pour des faits visés par les articles 405^{ter}, 409, 417/2 à 417/4, 417/16 à 417/19, 417/24 à 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 à 417/47, 425 à 427 et 433septies du Code pénal ou pour des faits commis dans un contexte de violences intrafamiliales, la surveillance électronique ne peut pas être octroyée si la victime réside au lieu où la surveillance électronique sera effectuée. Le tribunal de l’application des peines peut, à titre exceptionnel, accorder une telle surveillance électronique par une décision motivée par des raisons particulières, lesquelles indiquent en quoi l’exécution de la surveillance électronique à l’adresse où réside la victime des faits ne présente aucun danger pour celle-ci.

TITRE 4. — Dispositions transitoires

Art. 40. À l’exclusion des demandes émanant d’un condamné qui subit une peine pour laquelle un avis spécialisé visé à l’article 32 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d’exécution de la peine est requis, toutes les demandes d’octroi d’une détention limitée, d’une surveillance électronique, d’une libération conditionnelle ou d’une libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire ou en vue d’une remise, pendantes devant le juge de l’application des peines au moment de l’entrée en vigueur de la présente loi sont traitées conformément aux articles 98/6 à 98/26 de la loi du 17 mai 2006 précitée, comme insérés par la présente loi.

Les condamnés qui au moment de l’entrée en vigueur de la présente loi bénéficient d’une suspension de l’exécution de la peine de plein droit conformément à l’article 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006 précitée continuent à en bénéficier. Pour ces condamnés, le directeur rend un avis conformément à l’article 98/16, alinéa 1^{er}, 2°, a), d), e) et f) de la loi du 17 mai 2006 précitée au plus tard trois mois après l’entrée en vigueur de la présente loi. À cette fin, le condamné apporte au directeur les informations sur l’endroit où la surveillance électronique se déroulera

§ 9. Behoudens in het in paragraaf 8 bedoelde geval, neemt de vervroegde invrijheidstelling “overbevolking” van rechtswege een einde ingeval:

1° er in hoofde van de veroordeelde bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, een niet-naleving van de voorwaarde bedoeld in paragraaf 3, 3°, wordt vastgesteld;

2° de veroordeelde opnieuw wordt opgesloten.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt de veroordeelde onmiddellijk opnieuw opgesloten.

De directeur informeert hiervan de veroordeelde, het slachtoffer en alle in paragraaf 5, derde lid, vermelde autoriteiten en instanties.”

Art. 37. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 98/29 ingevoegd, luidende:

“Art. 98/29. Dit hoofdstuk is van toepassing tot 31 december 2026.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het eerste lid bedoelde datum vervroegen.”

TITEL 3 — Wijzigingen van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten betreffende de principiële onmogelijkheid om het elektronisch toezicht uit te voeren op de plaats waar het slachtoffer verblijft

Art. 38. In titel VI, hoofdstuk I, afdeling II, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt een artikel 28/1 ingevoegd, luidende:

Art. 28/1. Indien de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 405^{ter}, 409, 417/2 tot 417/4, 417/16 tot 417/19, 417/24 tot 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 tot 417/47, 425 tot 427 en 433septies van het Strafwetboek of voor feiten die gepleegd zijn in een context van intrafamiliaal geweld, kan het elektronisch toezicht niet worden toegekend indien het slachtoffer verblijft op de plaats waar het elektronisch toezicht zal worden doorgebracht. De strafuitvoeringsrechter kan dergelijk elektronisch toezicht uitzonderlijk toch toekennen met een beslissing die omkleed is met bijzondere redenen die aangeven waarom de uitvoering van het elektronisch toezicht op het adres waar het slachtoffer van de feiten verblijft geen gevaar voor het slachtoffer met zich meebrengt.

Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 47/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 47/1. Indien de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 405^{ter}, 409, 417/2 tot 417/4, 417/16 tot 417/19, 417/24 tot 417/28, 417/33, 417/34, 417/41, 417/43 tot 417/47, 425 tot 427 en 433septies van het Strafwetboek of voor feiten die gepleegd zijn in een context van intrafamiliaal geweld, kan het elektronisch toezicht niet worden toegekend indien het slachtoffer verblijft op de plaats waar het elektronisch toezicht zal worden doorgebracht. De strafuitvoeringsrechtbank kan dergelijk elektronisch toezicht uitzonderlijk toch toekennen met een beslissing die omkleed is met bijzondere redenen die aangeven waarom de uitvoering van het elektronisch toezicht op het adres waar het slachtoffer van de feiten verblijft geen gevaar voor het slachtoffer met zich meebrengt.

TITEL 4 — Overgangsbepalingen

Art. 40. Met uitzondering van de verzoeken die uitgaan van een veroordeelde die een straf ondergaat voor feiten waarvoor een gespecialiseerd advies bedoeld in artikel 32 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten vereist is, worden alle verzoeken tot toekenning van een beperkte detentie, een elektronisch toezicht, een voorwaardelijke invrijheidstelling of een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering die aanhangig zijn bij de strafuitvoeringsrechter op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, behandeld overeenkomstig de door deze wet ingevoegde artikelen 98/6 tot 98/26 van de voormelde wet van 17 mei 2006.

De veroordeelden voor wie op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf van rechtswege is opgeschort overeenkomstig artikel 29, § 2/1, van de voormelde wet van 17 mei 2006, blijven deze opschorting genieten. De directeur brengt voor deze veroordeelden een advies uit overeenkomstig artikel 98/16, eerste lid, 2°, a), d), e) en f) van de voormelde wet van 17 mei 2006 en dit uiterlijk drie maanden na de inwerking van deze wet. De veroordeelde bezorgt hiervoor aan de directeur de informatie

et l'accord des cohabitants majeurs de cet endroit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les demandes d'octroi d'une détention limitée, d'une surveillance électronique, d'une libération conditionnelle ou d'une libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou en vue d'une remise sont traitées conformément aux articles 21 à 46 de la loi du 17 mai 2006 précitée si une date de décision a été fixée au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et dans le cas des décisions à rendre sur renvoi après une annulation par la Cour de cassation.

Art. 41. Dans les cas où, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le condamné sans droit de séjour a exécuté, à six mois près, un tiers de ses peines, et qu'aucune demande d'octroi de mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire n'est pendante devant le juge de l'application des peines, le directeur émet un avis d'office après réception d'un avis de l'Office des Étrangers concernant le statut de séjour et les modalités d'éloignement du condamné concerné et au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 42. Pendant la durée de validité de la présente loi, toute référence dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et à la loi du 29 juin 2021 portant opérationnalisation de la procédure d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins, aux modalités d'exécution des peines visées au titre V de la loi du 17 mai 2006 précitée doit également être lue comme une référence aux modalités d'exécution des peines visées au titre XII^{quater} de la loi du 17 mai 2006 précitée.

TITRE 5 — Entrée en vigueur

Art. 43. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
A. VERLINDEN

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 56 0927/ (2024/2025)
Compte rendu intégral : 17 juillet 2025

over de plaats waar het elektronisch toezicht zal worden doorgebracht en het akkoord van de meerderjarige huisgenoten op die plaats.

In afwijking van het eerste lid worden de verzoeken tot toekenning van een beperkte detentie, een elektronisch toezicht, een voorwaardelijke invrijheidstelling of een voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering behandeld overeenkomstig de artikelen 21 tot 46 van de voormelde wet van 17 mei 2006 indien op het ogenblik van inwerkingtreding van deze wet een datum van uitspraak is vastgesteld en in het geval van uitspraken op verwijzing na een vernietiging door het Hof van Cassatie.

Art. 41. In de gevallen waarin op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet de veroordeelde zonder recht op verblijf op zes maanden na een derde van zijn straffen heeft ondergaan en er geen verzoek tot toekenning van een voorlopige invrijheidstelling met het oog op de verwijdering van het grondgebied aanhangig is bij de strafuitvoeringsrechter, stelt de directeur een ambtshalve advies op na ontvangst van een advies van de Dienst Vreemdelingenzaken omtrent de verblijfstoestand en de verwijderingsmodaliteiten van de betrokken veroordeelde en uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 42. Tijdens de geldigheidsduur van deze wet moet elke verwijzing in de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten en in de wet van 29 juni 2021 tot operationalisering van de procedure voor de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder, naar de in titel V van de voormelde wet van 17 mei 2006 bedoelde strafuitvoeringsmodaliteiten ook gelezen worden als een verwijzing naar de in titel XII^{quater} van de voormelde wet van 17 mei 2006 bedoelde strafuitvoeringsmodaliteiten.

TITEL 5 — Inwerkingtreding

Art. 43. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2025.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Justitie,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
A. VERLINDEN

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 56 0927/ (2024/2025)
Integraal Verslag : 17 juli 2025

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2025/004761]

28 JUILLET 2025. — Arrêté royal fixant les modèles des formulaires à utiliser pour le système permanent de régularisation fiscale en exécution de l'article 45 de la loi-programme du 18 juillet 2025

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le chapitre 5 du titre 2 de la loi-programme du 18 juillet 2025 vise à réinstaurer un système permanent de régularisation fiscale.

Aussi, afin de permettre aux déclarants de pouvoir procéder à la régularisation de leur situation fiscale auprès du Point de contact-régularisations au sein du Service Public Fédéral Finances, le présent arrêté royal établit le modèle du formulaire de déclaration-régularisation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2025/004761]

28 JULI 2025. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de formuliermodellen te gebruiken voor permanent systeem inzake fiscale regularisatie in uitvoering van het artikel 45 van de programma-wet van 18 juli 2025

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De hoofdstuk 5 van titel 2 van programma-wet van 18 juli 2025 heeft tot doel de herinvoering van een permanent systeem inzake fiscale regularisatie.

Om aan de aangevers een mogelijkheid te bieden om hun fiscale toestand te regulariseren bij het Contactpunt regularisaties binnen de Federale Overheidsdienst Financiën, legt het huidige koninklijk besluit het model van regularisatie-aangifte, vast.